

Parlament, das sich vor Jahren mit der gleichen Vorlage beschäftigt hat, sich im nachhinein noch einmal zur Bauausführung äussern kann. Ich möchte Ihrer Kommission und vor allem Ihrem Präsidenten dafür danken, wie sie das ganze Geschäft nochmals überprüft haben. Mein Dank geht auch an die Finanzdelegation, die diese Vorlage zu einem Testfall gemacht hat und sämtliche Probleme, wie Landerwerb, Submissionen, Arbeitsvergebungen usw., durch aussenstehende Gutachter beurteilen liess. Ich begrüsse, dass Ihre Kommission einen derart positiven Bericht abgeben kann.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Gesamtberatung – Traitement global du projet

Titel und Ingress, Art. 1 und 2

Titre et préambule, art. 1 et 2

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes 32 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat – Au Conseil national

77.013

Fuss- und Wanderwege. Volksinitiative Chemins et sentiers. Initiative populaire

Siehe Jahrgang 1977, Seite 691 — Voir année 1977, page 691

Beschluss des Nationalrates vom 15. Juni 1978

Décision du Conseil national du 15 juin 1978

Differenzen – Divergences

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag Ulrich

Festhalten

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition Ulrich

Maintenir

M. Morler-Genoud, rapporteur: Votre commission s'est réunie le 14 septembre écoulé, en présence de M. le conseiller fédéral Hürlimann. Elle a procédé, à cette occasion, à un réexamen approfondi de cet objet qui nous revient du Conseil national.

Pour bien comprendre la situation, il faut, je crois, faire tout d'abord un rappel chronologique:

L'initiative populaire pour le développement des chemins et sentiers pédestres a été déposée le 21 février 1974 déjà. Par son message du 7 février 1977, le Conseil fédéral en proposait le rejet pur et simple. Lors de la session d'automne 1977, plus précisément le 19 septembre, le Conseil national a décidé, à une forte majorité de 124 oui contre 32 non, d'opposer à l'initiative un contre-projet qui incluait les pistes cyclables. Dans sa séance du 25 novembre 1977, votre commission décidait, par 7 voix et 2 abstentions, de vous proposer d'adopter ce contre-projet, sous réserve de la suppression de la mention des pistes cyclables. Mais, lors de sa séance du 6 décembre 1977, notre conseil décidait, par 17 voix contre 14, de suivre le Conseil fédéral et

de proposer le rejet pur et simple de l'initiative, sans contre-projet.

Cet objet retournait donc au Conseil national qui décidait, le 15 juin 1978, toujours à une forte majorité de 118 voix contre 13, de s'en tenir à sa première décision, sous réserve des pistes cyclables qu'il abandonnait, soucieux de s'aligner sur le contre-projet tel qu'adopté par la commission du Conseil des Etats.

Telle est donc la situation aujourd'hui dans la procédure d'élimination des divergences entre les deux Chambres. Au vu de la position nette et bien arrêtée du Conseil national, le choix paraît dès lors simple, en tout cas de l'avis de votre commission. Soit notre conseil maintient, lui aussi, fermement sa position et persiste à proposer le rejet pur et simple de l'initiative; dans ce cas, les divergences des deux Chambres étant irréductibles, l'initiative sera soumise au peuple sans recommandation. Soit nous nous rallions au contre-projet adopté par le Conseil national, contre-projet qui est en réalité celui de la commission du Conseil des Etats, et c'est le contre-projet qui sera soumis au vote du peuple et des cantons, les initiants ayant déclaré que, dans ce cas, ils retireraient leur initiative. Mais il faut en être bien conscient, de toute façon il y aura vote populaire, de toute façon il appartiendra au peuple et aux cantons de dire s'ils veulent ou non d'une disposition ancrant dans la constitution fédérale la protection de nos chemins et sentiers pédestres. N'est-ce pas dès lors le rôle et la responsabilité du Parlement, en présence d'une initiative qui poursuit un but louable mais qui présente des imperfections, que d'élaborer un contre-projet qui élimine ces imperfections et qui soit réalisable. Tel est en tout cas l'avis de votre commission.

Trop souvent, nous avons tendance, en présence d'initiatives qui incarnent un sentiment populaire certain, à louer leur but sympathique, pour les «enterrer» ensuite en les déclarant irréalisables. Combien de fois, ces derniers temps, le Parlement a-t-il ainsi traité, je dirais même maltraité, des initiatives populaires? Mais il ne saurait indéfiniment adopter une telle attitude négative et l'occasion est bonne, je crois, de réagir plus positivement en adoptant cette fois un contre-projet.

Tel qu'il nous revient du Conseil national, le contre-projet est incontestablement préférable au texte de l'initiative. Alors que celle-ci revêt un caractère centralisateur excessif, le contre-projet satisfait aux exigences fédéralistes les plus poussées. Aux cantons d'aménager et d'entretenir leurs réseaux pédestres, le rôle de la Confédération est subsidiaire: un rôle de soutien, un rôle de coordinateur. Les conséquences financières du contre-projet – il faut le souligner également – seraient beaucoup plus modestes que celles de l'initiative. N'est-il dès lors pas préférable que le peuple et les cantons se prononcent sur un tel texte? C'est le point de vue de notre commission mais c'est aussi celui du Conseil fédéral qui se rallie désormais au contre-projet. Il a ainsi changé d'avis depuis la publication de son message de 1977 et certains s'en sont étonnés en commission. Je pense que M. le conseiller fédéral Hürlimann s'en expliquera devant notre conseil comme il l'a fait en commission de façon claire et convaincante. Je m'en réjouis, pour ma part, car seuls les sages changent d'avis.

Je suppose que, comme tous ceux qui ont eu des contacts avec les initiants, le Conseil fédéral a été impressionné par la force tranquille et la conviction profonde qui les animent. Prêts à discuter, prêts à patienter le temps nécessaire qu'il faudra pour trouver une solution satisfaisante, les initiants n'en sont pas moins fermement décidés à poursuivre leur action et il est frappant de constater combien l'écho qu'ils rencontrent aujourd'hui est plus favorable qu'au début. Il n'est qu'à lire la presse qui, de sceptique au départ, est devenue très positive aujourd'hui. C'est que, contrairement à l'initiative sur les douze dimanches ou à d'autres initiatives écologiques, celle-ci n'implique aucune restriction, elle n'entraîne aucune contrainte;

et c'est sa force. Elle ne provoquera pas non plus de grandes dépenses, je l'ai dit, si bien que certains – ô paradoxe! – la jugent en conséquence négligeable. Mais cette initiative correspond en tout cas, j'en suis convaincu et beaucoup avec moi, à un sentiment populaire très fort. Ce n'est d'ailleurs pas par tactique ou par opportunisme que votre commission vous propose à nouveau d'adopter ce contre-projet qui émanait déjà d'elle. C'est qu'elle est convaincue, dans sa forte majorité, qu'une disposition constitutionnelle répond à une nécessité. Elle est convaincue que la sauvegarde de nos chemins et sentiers pédestres mérite de figurer dans notre constitution fédérale tout autant que le réseau de nos routes nationales. Il s'agit là d'une tâche que ni les cantons, ni les associations pédestres, quels que soient leurs efforts et leur dévouement, ne peuvent accomplir à eux seuls. Songez que depuis que nous discutons de cet objet, il y a maintenant près d'un an, environ 1000 kilomètres de sentiers ont encore disparu, s'ajoutant aux milliers et aux milliers qui ont déjà été asphaltés, bétonnés ou simplement effacés du paysage.

La Confédération porte une lourde responsabilité dans cette évolution. Que ce soit directement dans l'accomplissement de ses tâches ou indirectement par le biais de ses subventions, elle contribue à la disparition de nombre de chemins et sentiers pédestres. Et aucune disposition ne lui fait actuellement devoir, ni ne lui permet, si elle le veut, de les prendre en considération. Il y a là une lacune juridique évidente qu'il faut combler.

C'est donc convaincu non seulement de l'opportunité du contre-projet mais également de son bien-fondé que votre commission vous propose par 10 voix contre 2 d'adhérer au contre-projet adopté par le Conseil national tel qu'il figure sur le dépliant qui vient de vous être distribué.

Ulrich: Die Macht des Schicksals scheint sich auch hier vollziehen zu wollen. «Recht haben» und «recht bekommen» sind zwei ganz verschiedene Sachen. Es sind ja nur noch zwei von uns übriggeblieben, die das Fähnlein der sieben Aufrechten vorangetragen. Ich bin Wanderer und Mitglied der «Vereinigung Schwyzer Wanderwege» und habe selbst einige Wege gebaut. Daher lasse ich mich keineswegs als Gegner der Wanderwege abstempeln. Mir geht es einzig und allein darum, wer es tun soll, der Bund oder die Kantone. Im Grunde genommen wäre es doch eine bodenlose Missachtung der Leistungen der Kantone, der Gemeinden und der Kur- und Verkehrsvereine, wenn man ihnen die Kompetenz und die Zuständigkeit entziehen würde. Mit einem Wanderwegnetz von 40 000 Kilometern, gleich dem Erdumfang, dürfen wir uns zeigen! Es herrscht kein Mangel, und wenn zwischendurch einmal ein paar Laufmeter asphaltiert werden, ist doch das kein Grund, die Bundesverfassung deswegen zu bemühen! Zudem möchte ich hier einmal die simplifizierende Konfrontation «Fussgänger gegen Automobilisten» rundweg ablehnen. Wir sind doch beides. Wir sind Fussgänger und sind Automobilisten; mit dem Auto zum Ausgangsort und dann weiter als Wanderer. Das ist die wahre Situation, in der ich keinen Gegensatz sehe.

Nun aber zur Frage: Wer soll zuständig sein? Am 12. Juni 1977 hat uns das Volk eine Steuervorlage vor die Füsse geworfen; und anlässlich der vielen Versammlungen ertönte immer wieder der Vorwurf ans Parlament, es habe in der Vergangenheit viel zu leicht und viel zu oft Aufgaben übernommen, die nicht nötig gewesen wären. Man solle vielmehr schon bestehende Aufgaben wieder zu den Kantonen hinunterdelegieren, anstatt neue Aufgaben übernehmen. Hier möchte ich meinen, sollten wir im Parlament aufrichtiger sein und das oft beinahe schizophrene Verhalten aufgeben. Es besteht darin, dass wir einen Grundsatz bejahen, ihn aber dann im konkreten Fall nicht durchhalten.

Die neue Aufgabenteilung: Am 31. August 1977 hat das Eidgenössische Justizdepartement den Kantonsregierungen fünf Bücher mit Berechnungen und Vorschlägen zuge-

stellt und sie ersucht, ihre Meinungen zu einer Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen bekanntzugeben. Nebst dem Entwurf für eine neue Bundesverfassung handelt es sich auch hier um eine Aufgabe von ausserordentlicher Tragweite. Nun wollen wir hingehen, obwohl die Finanzreform bei weitem nicht gelöst ist und diese Neuverteilung erst anläuft, und wiederum eine neue Aufgabe durch den Bund übernehmen, und zwar eine Aufgabe, die die Kantone beileibe sehr wohl imstande sind, selbst zu lösen! Wo bleibt hier der Föderalismus und wo das Prinzip der Subsidiarität? Oder noch anders: Wenn wir die Wanderwege zur Bundessache machen, dann frage ich Sie: Gibt es dann überhaupt noch Aufgaben, die wir den Kantonen belassen können?

Ein Wort noch zum Text des Gegenvorschlages: Der Bundesrat war übrigens Gegner des Gegenvorschlages. Auf Seite 7 der Botschaft begründete er seine Haltung wie folgt: «Wir haben selbstverständlich diese Möglichkeit eingehend geprüft, doch zeigte sich, dass ein solches Vorgehen mit einer sinnvollen Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen nicht vereinbar wäre. Aus den gründlichen Vorarbeiten einer vom Departement des Innern eingesetzten Arbeitsgruppe ergab sich, dass jeder Gegenvorschlag eine Vermischung von Kompetenzen des Bundes und der Kantone zur Folge hätte, die dem Ziele einer auch unter Druck der Finanzlage notwendig gewordenen Entflechtung der gegenseitigen Zuständigkeiten zuwiderliefe. Die Neuverteilung der Staatsaufgaben auf Bund und Kantone stellt heute aber ein wesentliches Postulat der Staatsreform dar.

Es handelt sich im übrigen um einen Text des Nationalrates, der uns nun vorliegt, den der Ständerat schon mit 17:14 Stimmen abgelehnt hat, und zwar in seiner Fassung, wie ihm nun nachträglich der Nationalrat zugestimmt hat, also ohne Radwege.

Noch etwas zu diesem Text: Es ist doch bekanntlich alles Aufgabe der Kantone, was wir nicht selbst zur Bundessache machen. Das brauchen wir doch nicht in einem Verfassungstext zu wiederholen! Dann bleiben noch die schönen Grundsätze und der unbändige Hang zum Koordinieren. Lassen wir doch diese hochklingenden Worte. Lassen wir wenigstens die mir so lieben und teuren Wanderwege als letzten Hort frei von Gesetzen, Paragraphen und Bestimmungen. Alle Wanderer werden uns einmal dafür dankbar sein. Wir haben bereits ein Land voll von Vorschriften und Verboten. Verschonen wir wenigstens die Wandergebiete! Die Rücksichtnahme des Bundes bei der Erfüllung seiner Aufgaben gemäss Absatz 2 würde ich voll bejahen. Dieses Anliegen kann aber besser auf Gesetzesstufe gelöst werden, und wir haben dafür ja bereits eine parlamentarische Initiative Dillier, die das anstrebt.

Man könnte noch reden wegen der Uebernahme neuer Aufgaben, wenn wir nicht tief in den bestehenden Aufgaben zu versinken drohten und uns das Wasser nicht bald zum Mund hereinlaufen würde. Aber wer glaubt uns, wenn wir mit der nächsten Finanzreform antreten müssen, wenn wir schon wieder mutig neue Aufgaben übernehmen, bevor die Finanzierung der alten gesichert ist?

Ich verkünde hier die reine Lehre, und die gibt es bekanntlich in der politischen Wirklichkeit nicht. Mein Anliegen hat nicht mehr viele Chancen gegenüber dem Druck der Initiative und aller dieser Organisationen, die mir auch Briefe geschrieben haben, sowie des Nationalrates. Es scheint, dass wir trotz aller Erfahrungen – denn es werden immer wieder höchst ehrenwerte Leute Initiativen einreichen – fortfahren, Aufgaben dem Bund zu übertragen, auch dort, wo es wahrhaftig nicht nötig wäre. Trotzdem halte ich meine Alternative aufrecht und beantrage Festhalten am früheren Beschluss des Ständerates.

M. Péquignot: Permettez-moi tout d'abord de dire à notre excellent président et non moins excellent ami, M. Morier-Genoud, que lui non plus n'a pas changé d'avis. Il ne fait donc pas plus que moi partie des sages et nous allons nous retrouver, lui et moi, sur le même banc des nonsages. Mais sur le fond même de la question, je crois que

les opinions n'ont pas changé. Tout le monde est d'accord de reconnaître l'utilité des chemins pédestres, la nécessité de les protéger, le besoin de les entretenir, d'en ouvrir de nouveaux et de remplacer, dans la mesure du possible, ceux que les constructions et les remaniements parcellaires font disparaître. Chacun s'accorde aussi à reconnaître que ce travail se fait depuis longtemps et qu'il se poursuit grâce à l'activité remarquable de nombreuses associations locales, régionales ou cantonales et que, dans ce domaine, communes et cantons apportent une contribution efficace. Pour sa part, dans les projets qui la concernent et sur lesquels elle a un droit de regard, la Confédération suit la même politique; on nous en a donné des exemples probants.

Enfin, personne ici ne soutient que l'aménagement et l'entretien des chemins et des sentiers pédestres soient le fait de la seule Confédération. En bonne logique, notre conseil suivant le Conseil fédéral a, en décembre dernier, refusé l'initiative, le contre-projet du Conseil national et celui de la majorité de notre commission. Depuis lors, aucun élément nouveau n'est venu contredire cette bonne logique, de sorte que l'on devrait s'attendre à ce que l'on en reste là et que, faisant aussi confiance à la bonne logique bien connue du peuple suisse, on lui soumette cette initiative inutile, sans contre-projet, en l'invitant à la refuser tout simplement. Mais au contraire, parce que les auteurs de l'initiative sont des gens honorables, pacifiques, dont les bonnes intentions ne sont pas contestables, et surtout parce que l'on n'est pas sûr que la logique populaire l'emportera, le Conseil fédéral baisse les bras et l'on se résigne à présenter un contre-projet alibi que les tenants de l'initiative considèrent comme un absolu minimum tout juste acceptable, en faveur duquel, cependant, ils seraient prêts à retirer leur initiative, si aujourd'hui même notre conseil souscrit à ce compromis. C'est ce que nous annonce l'ALP, c'est-à-dire l'Association en faveur de bases légales pour les sentiers et chemins pédestres, dans sa lettre du 12 septembre qui nous remercie par avance de la compréhension que nous accorderons à leurs efforts et par là à une cause qui touche la vie future de tous les citoyens suisses, comme cela figure à la page 2 de cette lettre.

J'aime bien les chemins pédestres, je m'y promène volontiers, et je reconnais comme tout le monde leur nécessité. Je ne minimise pas leur importance ni l'attention qu'ils méritent bien, mais de là à leur conférer une qualité *sine qua non* à la survie des Suisses, il y a un sentier que je ne peux pas franchir. On le dit: «L'initiative est mal rédigée, elle va trop loin, elle implique des décisions et surtout des dépenses insupportables pour la Confédération.» Il faut donc l'éliminer et je suis d'accord. Pour cela, il y a deux moyens, à savoir que les gens raisonnables, qui ont mal conçu leur projet, le retirent purement et simplement ou qu'on le leur refuse en votation. On me dit aussi: «Le contre-projet n'est pas dangereux, il enfonce des portes ouvertes, ce n'est qu'une floriture de plus dans notre constitution. Votez-le et on n'en parlera plus.» A de tels arguments, je dis aussi «Non!» On se plaint de la prolifération des initiatives mal conçues, farfelues et inutiles, qui encombrant les tiroirs de la Chancellerie. On se plaint de la surcharge du Conseil fédéral et du Parlement et on perd son temps à concocter des projets qui ne servent à rien. Heureux ou insouciant Parlement qui, pendant que les caisses fédérales sont vides et que le franc suisse monte sur des sommets vertigineux, peut encore s'attarder sur les sentiers bucoliques des promeneurs des dimanches sans voiture. C'est bien plus beau lorsque c'est inutile, paraît-il. En littérature peut-être, mais pas en politique et c'est pourquoi je dirai «non» aussi au contre-projet alibi qui, pour terminer, m'amène à poser les questions suivantes à M. le conseiller fédéral Hürlimann.

Le premier alinéa de l'article 37^{quater} proposé prescrit à la Confédération de définir les principes applicables au réseau pédestre. Comment le Conseil fédéral comprend-il cette tâche et qu'apportera-t-elle de plus à la situation

présente? L'alinéa 1b/s donne à la Confédération la possibilité de soutenir et de coordonner cette activité, donc la «Kann-Vorschrift». Le Conseil fédéral est-il prêt à faire immédiatement usage de cette possibilité? Sous quelle forme et avec quels moyens financiers?

Et si l'initiative et le contre-projet étaient rejetés, la seule tâche dont devrait vraiment s'occuper la Confédération, c'est-à-dire celle prévue à l'alinéa 2 qui dit: «Dans l'accomplissement de ses propres tâches la Confédération doit ménager les réseaux pédestres et veiller à la construction de chemins de remplacement», cette tâche-là ne serait pas définitivement enterrée. Il resterait l'initiative de notre collègue Dillier, contresignée par une dizaine de membres de notre conseil et par ce moyen, on pourrait prendre les mesures utiles. C'est là un motif supplémentaire pour refuser et l'initiative et le contre-projet.

Bächtold: Im Gegensatz zu Herrn Ulrich und zu Herrn Péquignot bin ich der Auffassung, dass wir mit diesem Gegenvorschlag auf unserem Marsch durch die Institutionen an einem guten Ziel angelangt sind. Mit der ursprünglichen Fassung – das gebe ich durchaus zu – sind die Initianten weit über das Ziel hinausgerannt. Wer aber die heute vorliegende Fassung wirklich unvoreingenommen betrachtet, wird zugeben müssen, dass sie aus einem ausgesprochen föderalistischen Denken heraus konzipiert worden ist. Man hat den Bedenken des Ständerates – als einem Hüter des Föderalismus – Rechnung getragen. Mit der jetzt vorgeschlagenen Aufgabenteilung kann eine Lücke – eine unverantwortbare Lücke, meine ich – in der Ordnung unseres Strassenwesens sinnvoll geschlossen werden. Ich verstehe, dass die Initianten und meine Freunde von den Wandererorganisationen, die ja in der Schweiz sehr zahlreich sind, nach alledem, was wir in den letzten Jahren durch die Zerstörung von Wanderwegen erlebt haben, gerne eine schärfere Fassung gesehen hätten und dass sie finden, dem Bär seien nun die Krallen abgeschnitten worden, noch ehe er seine Pranken überhaupt hat erheben können. Aber die Initianten sind vernünftige Leute, keine Fanatiker. Sie sehen ein, dass wir möglichst wenig in die Zuständigkeit der Kantone eingreifen wollen.

An der Kommissionssitzung vom letzten Donnerstag ist gesagt worden – Herr Ulrich hat es jetzt in einer etwas mildernden Form wiederholt –, man brauche einer solchen Bagatellsache wegen doch überhaupt den Bund nicht zu bemühen. Da bin ich nun allerdings völlig anderer Auffassung, obwohl auch ich – Herr Ulrich – den zitierten 12. Juni 1977 nicht vergessen habe und so gut wie jeder andere weiss, dass wir mit der Uebernahme neuer Aufgaben äusserste Zurückhaltung üben müssen. Aber ich habe den Eindruck, dass von gewissen Behördemitgliedern die Bedeutung des Wanderns und der Wanderwege noch immer nicht völlig erfasst worden ist, entgegen allen schönen Lippenbekenntnissen, die wir immer wieder zu hören bekommen. Gerade unser Land tut gut daran, den immer mehr aufkommenden Wandertourismus zu fördern, und zwar nicht nur bloss wegen der Volksgesundheit, sondern durchaus auch aus ökonomischen Gründen. Die Schaffung eines Wanderwegnetzes über die Kantone und über die Landesgrenzen hinweg ist heute zu einem Anliegen weiter Bevölkerungskreise geworden. Dazu braucht es nun einmal die Koordination durch den Bund.

Wenn der Gedanke des Wanderns in das Grundgesetz unseres Staates eingeschrieben wird, so bedeutet das nicht nur eine Rangerhöhung – es wäre eine durchaus zeitgemässe Rangerhöhung –, sondern auch eine verdiente Anerkennung langjähriger Bemühungen. Auch die Feststellung in Artikel 1, dass Anlage und Erhaltung von Fuss- und Wanderwegen Sache der Kantone sei, scheint mir nicht überflüssig zu sein. Es ist an der Kommissionssitzung festgestellt worden, dass die meisten Kantone dies jetzt schon tun; andere aber – das ist eine Tatsache – sind eben immer noch im Rückstand. Inskünftig werden alle – auch die Saumseligen – durch die Bundesverfassung dar-

an erinnert, dass die Anlage und der Unterhalt eines Wanderwegnetzes zu den von ihnen zu erfüllenden Aufgaben gehört. Diese Bestimmung hat weit mehr als nur deklamatorischen Wert. Das haben wir erfahren bei Artikel 24sexies, dem Natur- und Heimatschutzartikel, der auch sagt, Natur- und Heimatschutz sei eine Aufgabe der Kantone.

Von grösserer Bedeutung, als es auf den ersten Blick scheinen mag, ist Absatz 2 des Gegenvorschlages. Die praktische Tragweite dieser Bestimmung erhellt daraus, dass unter Aufgaben des Bundes eben nicht nur seine eigenen Werke zu verstehen sind, sondern auch solche, für die er bloss Subventionen, Beiträge ausrichtet, wie zum Beispiel Meliorationen, Güterzusammenlegungen, Flussverbauungen, Walderschliessungen usw. Nach meiner persönlichen Erfahrung – diese Erfahrung haben sicher viele von Ihnen gemacht – wurden bisher die meisten Wanderwege nicht etwa durch den Nationalstrassenbau zerstört, sondern durch Meliorationen im Zusammenhang mit den absolut notwendigen Güterzusammenlegungen. Der Bund hat durch seine Mithilfe geholfen, Wanderwege zu zerstören, und er war bisher nicht verpflichtet, sie zu ersetzen. Absatz 2 liefert nun die gesetzliche Grundlage, um an die Bundessubventionen die Bedingung knüpfen zu können, dass für Ersatz gesorgt wird. Dieser Absatz gibt uns das Recht, von den Behörden in den Kantonen die Erfüllung dieser Pflicht zu verlangen. Dabei ist mir absolut klar – ich möchte es nochmals ausdrücklich betonen –, dass es in manchen Fällen Asphaltbeläge braucht, sonst wird der Strassenbelag innert kurzer Zeit weggeschwemmt und der Unterhalt zu teuer. Wir verlangen gemäss dem Verursacherprinzip, dass man für Ersatz sorgt, wenn ein Wanderweg durch Asphaltierung zur Fahrstrasse gemacht wird, was immer wieder vorkommt.

Herr Ulrich hat nun auch den Gegenvorschlag mit dem Argument bekämpft, man schaffe neue Verflechtungen zwischen Bund und Kantonen. Ich weiss, dass man heute nach Entflechtung ruft, und ich unterstütze im Prinzip durchaus diese Bestrebungen. Aber wenn Sie eine Entflechtung ganz grossen Stils wollen, dann soll der Bund einmal aufhören, Meliorationen und Güterzusammenlegungen zu subventionieren und auch diese Aufgabe ganz den Kantonen überlassen; dann werden weniger Strassen asphaltiert, und es wäre beiden Zielen gedient: jenem der Wanderwege und dem Ziele der Entflechtung. Das wäre aber unvernünftig. Wir wollen die Zusammenarbeit von Bund und Kantonen, gemeinsame Anstrengungen sowohl zur Förderung der Land- und Forstwirtschaft wie der Wanderwege.

Ich habe es schon in der Kommissionssitzung gesagt und wiederhole es hier im Plenum: Es ist mir nachgerade nicht mehr wohl mit blossen Sympathiebezeugungen gegenüber Volksbegehren wie der Albatros-Initiative, der Burgdorfer Initiative und der Initiative gegen die Suchtmittelreklame, die wir, glaube ich, morgen behandeln. Immer wieder sagen wir diesen ideal gesinnten Leuten: Eure Anliegen sind im Grunde vernünftig, sie sind uns sympathisch, aber wir können euch nicht helfen. Und wir sind nicht einmal bereit, einen Gegenvorschlag auszuarbeiten. Alle diese Initiativen sind ideeller Natur und wollen der Volksgesundheit dienen. Aber der Unterschied ist gross. Die von mir erwähnten drei Initiativen haben Verbotscharakter und brächten Einschränkungen der persönlichen Freiheit, und darum habe ich sie hier auch bekämpft. Hier jedoch schaffen wir einmal etwas Positives, zu dem sicher auch die Föderalisten ja sagen können, wenn sie aus dem Föderalismus nicht eine Doktrin machen, die in der Praxis lebensfeindlich wirkt. Den Kollegen, die heute bereit sind, anders zu stimmen als das letztmal, möchte ich erklären, Sie verlorren Ihr Gesicht nicht, im Gegenteil, Sie gewannen durch Ihre Zustimmung zum Gegenvorschlag nur ein schöneres und freundlicheres Gesicht!

Vincenz: Es steht nach meinem Dafürhalten ausser Zweifel, dass der Gegenvorschlag, wie er vom Nationalrat mit

grosser Mehrheit angenommen worden ist, einen Kompromiss darstellt, der im Grundsatz die Anliegen der Initianten anerkennt, der anderseits aber auch von einer allzu zentralistisch dirigierten Staatslösung Abstand nehmen möchte. Die lange Diskussion um dieses Geschäft hat aber auch erkennen lassen, dass die Freunde des Wanderns und der Wanderwege bestrebt sind, ein echtes Problem unserer modernen Gesellschaft zu lösen. Sie tun es, ohne Extremforderungen, die nicht realisierbar wären, anzustreben. Der privaten Initiative – und das ist nach meinem Dafürhalten sehr wertvoll – soll nach wie vor erste Priorität eingeräumt werden. Nach diesem Reifungsprozess stimme ich heute dem Gegenvorschlag zu.

Die grundsätzlichen Ueberlegungen von Herrn Ulrich haben auch wir angestellt. Wir haben Verständnis dafür. Er vergisst aber eines: Wir haben eine Initiative, die sehr weit geht, nach meinem Dafürhalten viel zu weit, und die Gefahr ist gross, dass diese Initiative angenommen würde. Das hätte dann zur Folge, dass wir im Nachhinein zu etwas ja sagen müssten, das wir wirklich nicht wollen. Das ist mit ein Grund, warum ich heute für diesen Gegenvorschlag stimme.

Nun muss ich aber auch noch einen Einwand an die Adresse von Herrn Kollega Bächtold vortragen. Er hat den Vergleich gezogen: Meliorationswege/Wanderwege, Bundessubvention für Meliorationswege/Bundessubvention für Wanderwege. Ich bin der Meinung, dass dieser Vergleich nicht angestellt werden darf, und das wollen wir hier, bei der Beratung des Verfassungsartikels, festhalten. Es ist doch so, dass Alpwege, Feldwege und Waldwege der Existenz der dortigen Bevölkerung dienen. Diese Bevölkerung ist auf die Erstellung dieser Wege angewiesen. Was wir dagegen mit den Wanderwegen schaffen, ist wohl nützlich und notwendig, dient aber der Erholung und nicht der Existenzsicherung. Diese Differenzierung möchte ich machen und gleichzeitig verlangen, dass wir hier doch zwei Prioritäten erkennen und im Vollzug wirksam zu berücksichtigen haben. Unter dieser Bedingung bin ich bereit, dem Gegenvorschlag zuzustimmen, aber nur in der Annahme, dass man in Abwägung der Interessenlage bereit ist, jener Lösung den Vorzug zu geben, die für die Existenzsicherung der lokalen Bevölkerung erforderlich ist.

Dillier: Ich habe zwar gegenüber dem neuen Artikel 37quater, den wir heute zu behandeln haben, gleich wie Herr Kollege Vincenz auch noch einige Vorbehalte anzu bringen, auf die ich noch eingehen möchte; ich habe mich aber doch zu einem Befürworter dieser Lösung durchgerungen oder durchgemausert – die einen werden denken: vom Saulus zum Paulus bekehrt; die anderen werden denken: vom rechten Pfad abgekommen! Wenn wir verfahrensmässig ganz frei wären – das wurde bereits vorhin erwähnt –, könnten wir die gleiche Unterstützung der Wanderwege ohne Verfassungsrevision durch Ergänzung einiger Bundesgesetze erreichen. In diesem Sinne habe ich im Dezember des letzten Jahres eine Initiative eingereicht, die eine solche Ergänzung auf dem in diesem Zusammenhang wohl wichtigsten Gebiet bringen soll, eine Bestimmung im Nationalstrassengesetz, wonach auf das Wanderwegnetz bei den Nationalstrassen Rücksicht zu nehmen sei. Diese Initiative soll erst nach der Erledigung der Verfassungsfrage behandelt werden, und ich habe dem zugestimmt. Aber nach meiner Ueberzeugung ist eine solche Ergänzung des Bundesgesetzes über die Nationalstrassen notwendig, ob in die Verfassung ein neuer Artikel aufgenommen werde oder nicht. Wir werden auf diese Initiative später zurückkommen können oder müssen.

Ich habe gesagt: Wenn wir verfahrensmässig frei wären, würden einige Ergänzungen auf der Gesetzesebene genügen. Aber wir sind insofern nicht mehr ganz frei – es ist dies schon gesagt worden –, als eine Verfassungsinitiative zustande gekommen ist, die sich weiterhin grosser Sympathie erfreut – übrigens eine ganz verständliche Sympathie, ich möchte fast sagen eine sympathische Sympathie.

Aber wir Parlamentarier haben die Pflicht, trotz Stimmung und Begeisterung für eine sympathische Sache wie das Wandern, in Verfassungsfragen sachlich zu bleiben. Wir haben meines Erachtens die Pflicht, dafür zu sorgen, dass ja nicht der Initiativtext in die Verfassung hineinkommt, und das können wir – auch das ist heute abend schon gesagt worden – am sichersten dadurch erreichen, dass wir dem Gegenvorschlag des Nationalrates zustimmen. Natürlich kann man entgegen – Herr Kollege Ulrich hat das getan –, dass mit diesem Text die immer wieder geforderte Entflechtung der Aufgaben von Bund und Kantonen gerade nicht verwirklicht werde. Aber wenn wir diesem Entflechtungspostulat zuliebe dem Bund die Mitwirkung auf dem kleinen Teilgebiet der Wanderwege verwehren würden, würden wir dieses kleine, aber sympathische Teilgebiet schlechter stellen als die vielen andern Gebiete, in denen eine Mitwirkung des Bundes bereits normiert ist. Eine wirksame Entflechtung ist meines Erachtens nur möglich, wenn die Grundsätze und das Verfahren bei den Subventionierungen so abgeändert werden, wie es die von unserem Rat am 14. Juni letzten Jahres beschlossene Motion für ein Rahmengesetz über die Bundesbeiträge vorgezeichnet, welcher sich dann der Bundesrat und auch der Nationalrat angeschlossen haben.

Der von der Kommission beantragte Verfassungstext will aber eine Entflechtung in diesem Sinne keineswegs verbauen. Wichtig ist vor allem, dass das Fuss- und Wanderwegnetz ausdrücklich als Sache der Kantone erklärt und dass dem Bund nur eine richtungsweisende und koordinierende Funktion zugewiesen wird. Allerdings steht noch der Satz drin, dass der Bund die Tätigkeit der Kantone auf diesem Gebiet unterstützen könne. Ein neuer Subventionsartikel liegt – das ist Herrn Kollege Ulrich zuzugeben – gar nicht in der Landschaft der derzeitigen Bundesdefizite und der Schwierigkeiten bei der Beschaffung neuer Mittel für den Bund. Es muss aber in aller Deutlichkeit erklärt und gesehen werden – und ich hoffe, dass auch der Herr Departementschef sich noch in diesem Sinne äussern werde –, dass mit dieser Bestimmung keine Erhöhung der bisherigen Bundesbeiträge an das Wanderwegnetz herbeigeführt werden soll. Es kann sich höchstens zusätzlich darum handeln, dass bei der Projektierung und Anlage von Güter- und Waldsträsschen, bei den bereits genannten Nationalstrassen und den übrigen Strassen, bei denen der Bund mitzureden hat, auf das Schliessen von Lücken im Wanderwegnetz Rücksicht genommen wird und dass die dadurch entstehenden geringen Mehrkosten bei den Bundesbeiträgen nicht ausgeklammert bleiben. Das sind aber Beträge, die bei der Diskussion um die Bundesfinanzen überhaupt nicht ins Gewicht fallen können.

Wenn man die Sache also näher betrachtet, steht der beantragte Artikel weder quer zum Postulat der Aufgabenentflechtung noch im Gegensatz zu den Bemühungen um die Bundesfinanzreform.

Es bleiben zwei kleine Vorbehalte, auf die ich noch eingehen möchte. Einmal habe ich in der Kommission die Frage aufgeworfen, ob der beantragte Absatz 1 überhaupt nötig und sinnvoll sei. Ich zweifle nämlich daran, ob ein Bundesgesetz über Grundsätze für Fuss- und Wanderwege etwas Gutes würde. Ich habe dann aber auf einen Antrag, diesen Absatz 1 zu streichen, verzichtet, nachdem der Herr Departementschef erklärt hat, dass hier nicht an ein Bundesgesetz gedacht sei, sondern an Weisungen und Richtlinien innerhalb der Verwaltung, an Bestimmungen also, die sich an all die vielen Verwaltungsstellen richten, die direkt oder indirekt bei ihren angestammten Verwaltungsaufgaben in die Lage kommen können, auf das Wanderwegnetz Rücksicht zu nehmen.

Schliesslich noch ein letzter Vorbehalt. Wir alle wissen und haben es schon mit den eigenen Füßen erfahren, dass sich auf Naturstrassen und -wegen viel besser wandern lässt als auf Asphalt- oder Teerbelägen. Es darf nun aber keineswegs aus der Annahme eines solchen Artikels in der Bundesverfassung der Schluss gezogen werden, es dürften in Zukunft Bergsträsschen nicht mehr, wie dies

bisher aus unterhaltstechnischen Gründen schon an vielen Orten gemacht worden ist, mit einem Belag versehen werden, nur weil das betreffende Strässchen auch den Wanderern dient. In gleicher Weise darf nicht verlangt werden, dass jede Wegstrecke, die mit einem Hartbelag versehen ist, durch einen parallel oder fast parallel dazu verlaufenden Fussweg ergänzt werden müsse. Es wird sich hier um eine Frage des vernünftigen Masses handeln müssen. Wo eine Umgehung durch einen Fussweg mit verhältnismässig wenig Mitteln möglich ist, wird man dies ins Auge fassen, sonst aber eher nicht.

Ich hoffe, dass der Herr Departementschef sich auch noch zu dieser Frage des vernünftigen Masses äussern werde. Unter diesem Vorbehalt und in diesem Sinne stimme ich dem Antrag der Kommission zu und bitte Sie alle, das auch zu tun, denn es ist eine gute Sache, die Ihre Zustimmung verdient.

Graf: Die schönen Worte über die Wanderwege brauche ich nicht zu wiederholen. Es ist mir beinahe warm um mein kaltes Herz geworden, als ich das alles gehört habe. Darf ich Kollege Ulrich noch bitten, dass er das Fähnlein der sieben Aufrechten nicht nur zitiert, sondern sich dessen Inhalt vergegenwärtigt! Der Vater Hediger ist mit seinen sechs Kollegen mit vorgefassten Meinungen an das Schützenfest gegangen, wie, mir scheint, Kollege Ulrich heute mit einer vorgefassten Meinung in diesen Rat gekommen ist. Nun hat Kollege Ulrich bewährte, solide Leute über den Sinn des Wanderns sprechen gehört. Das sollte ihn beinahe schon überzeugen. Ich weiss aber, dass er selbst ja auch so denkt. Nun aber hat Kollege Ulrich mit anderen Herren eine Sorge; er hat gesagt: Ja, was gibt es denn noch für Aufgaben für die Kantone? Ich darf ihn auch hierin beruhigen. Es dürfte Ihnen entgangen sein, meine Herren, dass wir auch das Erstellen eines Radwanderwegnetzes in der Vorlage hatten. Das ist heute gestrichen. Dort wären wir dann finanziell zum Handkuss gekommen. Ich weiss, wie schön das wäre, ein Radnetz neben diesen Strassen zu haben. Jetzt bitte ich Herrn Ulrich, im Kanton Schwyz zum Beispiel dafür zu sorgen, und in andern Kantonen die Regierungsräte, die unter uns sind, dass dort, wo zum Beispiel Schulen zusammengelegt werden, damit man einen guten Unterricht geben kann, und deshalb vielleicht 10, 15 Kilometer mit dem Velo zur Schule gefahren wird, dass dort neben den befahrenen Strassen die Radwege entstehen! Ich meine, die Entflechtung wäre beinahe ideal. Der Bund soll dafür sorgen – wie das meine Herren Kollegen gesagt haben –, dass wir das Wanderwegnetz haben, die Kantone könnten sich in der Erstellung schöner Radwege überbieten, also eine Entflechtung, wie sie praktischer und eindrucklicher nicht geschehen kann! Ich meine, so könnte auch Vater Ulrich wie Vater Hediger sagen: Jetzt bin ich einmal an ein Fest oder an eine Session gegangen und ich bin gescheitert geworden. Das kann doch noch möglich sein!

Ich bitte Sie auch, im Sinne von Herrn Dillier, der ganzen Sache zuzustimmen. Und wenn wir bei dem Fähnlein der sieben Aufrechten sind: Gottfried Keller hat einmal unsere Verfassung mit einem Edelstein verglichen. Es gibt weite Volkskreise, die langsam der schlimmen Ueberzeugung sind, wir hätten in der Verfassung nur noch materielle Anliegen. Wenn dem so wäre, dann hätten wir die Schlacht verloren! Es gehören ideelle Anliegen in eine Verfassung, und für das darf man auch noch einige Minuten in diesem Hohen Rate opfern, und dem muss und darf man nachgehen! Es würde mich und meine Freunde von der Wanderbewegung auch herzlich freuen, wenn Sie zu diesem kupperten Vorschlag, der aber immerhin das Wesentliche erreichen lässt, jetzt ja sagen würden. Ich danke Ihnen zum voraus dafür.

Knüsel: Wenn wir vom Initiativtext ausgehen, so sehen wir, dass die Planung, die Errichtung, der Unterhalt eines nationalen Wanderwegnetzes sowie die Koordination usw. in der ganzen Schweiz durch den Bund sicherzustellen ist.

Das ist der ursprüngliche Text. Der Gegenvorschlag beschränkt sich auf drei verschiedene Elemente: das eine, dass der Bund die Grundsätze aufstellt, das zweite, dass die Wandernetze Sache der Kantone seien, und zum dritten, dass koordiniert wird. Ich möchte die Betonung auf das letzte Wort legen. Die Initianten sagen mit grossem Recht: Wir wollen kein Geld vom Bund. Diese Vorlage tangiert ja die Finanzlage des Bundes in keiner Art und Weise. Es ist erwähnt worden, dass eine neue Verfilzung zwischen Bund und Kantonen entstehen könnte. Ich glaube auch das nicht.

Tatsache aber ist eines – und das ist meine erste Ueberlegung, warum ich zustimme –: Der Wasserbauer, der Kulturingenieur, der Bauingenieur, der Forstingenieur und der Agrarier, die in der Lage sind, Güterstrassen, Nebengüterstrassen, Hauptwege, Forstwege, Bewirtschaftungswege zu bauen – sei das beim Bund oder den Kantonen –, sind in der Regel für ihr Ressort verantwortlich. Es fehlen Bezugspunkte zum Wanderwegnetz. Herr Kollege Bächtold hat das Problem der Güterzusammenlegungen erwähnt: Die Güterzusammenlegungen, die bessere agrarische Strukturformen suchen, nehmen Rücksicht auf die Ortsplanung, sie sind verantwortlich dafür, dass die Quartierstrassen koordiniert ins grüne Areal hinausgehen. Sie sind verantwortlich dafür, dass die Güterstrassen nachher mithelfen, eine geordnete Land- und Waldbewirtschaftung sicherzustellen. Aber wegen Ueberlastung sind die Kulturingenieure usw. meistens nicht in der Lage, auf das Wanderwegsystem Bedacht zu nehmen. Dann kommt es sehr oft vor – vor allem in der voralpinen Zone –, dass dann diese Bewirtschaftungswege und die Alpwege irgendwo zuhinterst auf einer landwirtschaftlichen Bergliegenschaft enden, die während des Winters noch bewirtschaftet wird. Allein die Koordination und die Bezugnahme auf das Weiterführen der Wanderwegnetze wäre ein ganz, ganz wesentlicher Fortschritt.

Nachdem Herr Bundesrat Hürlimann in der Kommission das zusätzliche Bedürfnis vom Lebensnotwendigen ganz klar abgegrenzt hat, bin ich auch aus dieser Ueberlegung sehr dafür. Wir dürfen doch eines nicht vergessen: Vor allem der Bergbauer ist mit den Güterstrassenlasten derart überlastet, dass er oftmals die hohen Perimeterlasten nicht mehr bezahlen kann. Wenn wir hier gegenseitig Rücksicht nehmen – der Wanderer für Hartbeläge bei Liegenschaftszufahrten, der Kulturingenieur und der Güterstrassenbauer auf das System der Wanderwegnetze –, dann werden wir geordnete Verhältnisse erhalten, die uns diese Erholungslandschaft auch in Zukunft sichern: a. der Bergbauer, der für diese Landschaft sorgt und diese für uns pflegt, und b. der Wanderer, der geordnet seine Autos an bestimmten projektierten Stellen hinstellen kann.

Bei Güterzusammenlegungen bitte ich zu beachten, dass gewisse Begradigungen von Wegen in bestimmten Fällen notwendig sind. Denn der Landwirt hat bei landwirtschaftlichen Strukturmassnahmen Anrecht, dass seine Parzellenformen so gelagert sind, dass er mit minimalem Arbeitsaufwand ein vernünftiges Einkommen erzielen kann. Wir haben tagtäglich mit diesen Problemen zu tun: Da schlängeln sich oft alte Kirchwege usw. wie Krampfadern durch eine Landschaft hindurch, und wir muten dann am Schluss den Landwirten zu, möglichst ökonomisch zu wirtschaften. Eine letzte Ueberlegung: Wenn wir ohne Gegenvorschlag vor das Volk treten, nehme ich an, dass das Volk mit starkem Mehr dem Initiativtext zustimmen wird. Dann ist der Bund verantwortlich für die Planung, für die Errichtung und den Unterhalt dieses schweizerischen Wanderwegnetzes. Dann, glaube ich, kommen die Schwierigkeiten. Abgesehen davon schadet es doch nichts, wenn wir einmal etwas dem Volke unterbreiten, für das es innerlich sehr bereit ist.

Das sind die Ueberlegungen, die mich dazu führen, dem Gegenvorschlag zuzustimmen.

M. Genoud: Je me permets d'intervenir pour appuyer la minorité de la commission qui nous propose de nous en

tenir à la proposition initiale du Conseil fédéral que nous avons approuvée à la session de décembre 1977, à savoir inviter le peuple et les cantons à rejeter l'initiative populaire sans lui opposer un contre-projet.

J'ai déjà eu l'occasion de dire tout l'intérêt que je porte personnellement aux sentiers pédestres et combien je comprends le souci très largement répandu dans notre population d'assurer leur conservation et leur entretien. Mais de là à en faire un article de la constitution fédérale, il y a un pas que je ne peux pas franchir. La proposition m'en paraît d'autant plus étrange qu'un projet de constitution nouvelle qu'on veut dépouiller de tout un fatras encombrant est présentement en consultation dans le pays.

De plus, si l'on croit encore aux vertus du fédéralisme dans ce pays, il me semble évident que la tâche d'assurer l'existence et l'entretien des chemins et des sentiers pédestres peut et doit sans dommage rester dans la compétence des cantons et des communes, sans que la Confédération définisse les principes applicables au réseau pédestre. Du reste, on peut se poser des questions quant à la définition de ces grands principes. Verra-t-on un jour peut-être la nature du revêtement de ces sentiers rendue obligatoire par des prescriptions fédérales? Verra-t-on peut-être le remplacement de la signalisation, aujourd'hui pleine de charme et de fantaisie dans ces chemins, par une signalisation aussi rigide que la signalisation routière? Et alors peut-être verra-t-on ou se rappellera-t-on qu'enfin un jour, avec assez de principes et de principes qui viennent d'en haut, l'ennui naquit de l'uniformité?

Mais il y a plus. Et je découvre avec effarement – et je pèse mes termes – qu'à l'article 37^{quater}, alinéa 1^{bis}, du contre-projet, on crée allégrement une nouvelle charge financière non négligeable pour les cantons et ceci, et c'est un comble, sans les avoir consultés au préalable. Faut-il rappeler que nos cantons connaissent, tout comme la Confédération et à un degré au moins égal pour certains d'entre eux des difficultés considérables dans l'élaboration de leur budget.

Ce n'est donc pas le moment de créer de nouvelles charges pour les finances cantonales dont on sait ce qu'elles pourront être lorsque l'administration fédérale aura bien cogité les principes applicables au réseau pédestre. Il est d'autant plus étonnant que ceci nous soit proposé aussi au moment où l'on veut entrer, après la procédure de consultation, dans la voie d'une nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons.

Je peux par contre me déclarer d'accord avec le contenu de l'alinéa 2 qui demande à la Confédération de prendre en considération le respect des sentiers pédestres dans l'accomplissement de ses propres tâches. Mais ceci ne réclame pas une disposition constitutionnelle: des modifications législatives et plus souvent encore de simples directives d'exécution peuvent suffire. On a aussi prétendu que si l'on ne présente pas un contre-projet et que si l'initiative elle-même était présentée au peuple sans contre-projet, on verrait une belle majorité du peuple et des cantons se dessiner et qu'ainsi un problème serait créé. Je laisse la question ouverte sur ces pronostics. Tout au plus si l'on nous donne de nouvelles charges, je me demande dès maintenant si ceux qui lancent cette initiative n'ont pas imaginé que peut-être un jour, pour couvrir les frais des charges qu'ils auront provoquées, on ne créera pas la vignette à porter au coude ou au derrière pour se promener sur ces sentiers.

En conclusion, il serait faux de vouloir découvrir chez ceux qui refusent l'article constitutionnel proposé par les initiateurs ou par la majorité de la commission et le Conseil national, des opposants ou même simplement des indifférents au problème des sentiers pédestres. Personne ne méconnaît la nécessité de ces aménagements. Ce qui, par contre, doit être évité c'est qu'on veuille régler ce problème par une disposition constitutionnelle qui de plus méconnaît l'autonomie des cantons au point de leur imposer même des charges sans les consulter.

Je vous invite donc à voter la proposition de la minorité de la commission qui recommande le rejet de l'initiative sans contre-projet.

*Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 19.45 Uhr
La séance est levée à 19 h 45*

Zweite Sitzung – Deuxième séance

Dienstag, 19. September 1978, Vormittag

Mardi 19 septembre 1978, matin

8.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Reimann

77.013

Fuss- und Wanderwege. Volksinitiative Chemins et sentiers. Initiative populaire

Differenzen – Divergences

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 38 hiervoor — Voir page 38 ci-devant

Krauchthaler: Gestrigen Voten hätte man entnehmen können, dass eine gewisse Kontroverse zwischen Wanderwegen und Flurwegen bestehe. Ich benütze diese Einrichtungen zu wirtschaftlichen Zwecken. Gestatten Sie mir deshalb einige Ausführungen.

Ich kam aus Erfahrung zur Ueberzeugung, dass beide, sowohl Landwirtschaft wie Wanderer, auf diesen Wegen Platz haben. Ja, diese Wanderwege können des öfters sogar zu fruchtbaren Stätten der Begegnung zwischen diesen beiden Gruppen werden. Vor allem verantwortungsbewusste Eltern haben hier eine vorbildliche Gelegenheit, ihren Sprösslingen in der Natur zu zeigen, warum man dies oder jenes einfach nicht tun sollte und nicht tun darf. Ich konnte das öfters feststellen. Sie haben auch im 20. Jahrhundert den Kindern beizubringen versucht, weshalb man nicht in ein Getreidefeld hineintreten soll und darf. Das kann man den Kindern in keiner Schulstube so nahelegen wie draussen in der freien Natur.

Wenn nun aber diese Wanderwege in den letzten Jahren des öfters und kilometerweit mit Hartbelägen versehen wurden, ist das nicht dem Wanderer zum Trotz geschehen, sondern ganz einfach aus der Notwendigkeit heraus, dass diese Wege im Naturzustand nicht mehr unterhalten werden können. Der Aufwand wird zu gross. Auch wenn man gestern erwähnt hat, dass vor allem die Möglichkeit bestehen sollte, dass Schüler von Ort zu Ort ihre Bildungsstätten zu Fuss oder per Velo erreichen könnten, so müssen wir eben gerade im Winter diese Strassen vom Schnee räumen. Wenn wir das tun wollen, ist eine Hartunterlage die Voraussetzung dazu. Deshalb bitte ich die Wanderkreise um Verständnis für diese Hartbeläge.

Man kann aber auch den Wanderern irgendwie entgegenkommen, indem man bei diesen Anlagen wenigstens einseitig das Bankett etwas breiter macht. Bei einem halben Meter breiten Bankett entlang einem Flurweg lässt sich nämlich sehr schön und ruhig wandern. Wenn dann noch gelegentlich ein Bauer mit dem Traktor am Samstagnachmittag, weil er eben das schöne Wetter nützen will, vorbeikommt, kann sich sogar hin und wieder ein oft sehr nützliches Gespräch anbahnen.

Ich möchte auch noch hinweisen auf Absatz 1 des Artikels 37quater. Dieser Absatz 1 nach Vorschlag des Nationalrates bedeutet eine Verdeutlichung von Artikel 22quater der Bundesverfassung. Wir werden Ihnen in einer Woche mit dem Raumplanungsgesetz bereits einen dieser Grundsätze unterbreiten.

Absatz 2 scheint mir notwendig, denn auch aus Erfahrung kann ich mir einfach schwer vorstellen, dass gerade die

Fuss- und Wanderwege. Volksinitiative

Chemins et sentiers. Initiative populaire

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1978
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	01
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.013
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	18.09.1978 - 18:15
Date	
Data	
Seite	387-393
Page	
Pagina	
Ref. No	20 007 063

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.